

Le partenariat Albanie-Banque Mondiale

Hackaj I.

in

Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.).
L'Albanie, une agriculture en transition

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15

1997
pages 251-260

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI970340>

To cite this article / Pour citer cet article

Hackaj I. **Le partenariat Albanie-Banque Mondiale.** In : Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.). *L'Albanie, une agriculture en transition.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 251-260 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Le partenariat Albanie-Banque Mondiale

Ibrahim Hackaj
Banque Mondiale*, Tirana (Albanie)

I - Bref aperçu historique

L'Albanie est entrée en relation de travail avec les institutions de *Bretton Woods* et le Fonds Monétaire International (FMI) à la fin de l'année 1991. Pour la première fois, le pays demandait son adhésion à des institutions financières internationales. L'Albanie passait d'une planification centralisée stricte et d'un contrôle complet de chaque aspect de la vie des citoyens à une économie de marché libre. La République d'Albanie est devenue membre de la Banque Mondiale le 15 octobre 1991.

Une nouvelle phase de coopération entre l'Albanie et la Banque Mondiale a commencé avec les élections du 22 mars 1992 et la victoire de la démocratie. Le pays se trouvait dans une situation désespérée, la production était quasiment arrêtée, la loi et l'ordre n'étaient plus en vigueur, l'exode était devenu l'espoir de beaucoup d'Albanais. L'inflation, dans les derniers mois de l'année 1991, atteignait 500%.

La Banque Mondiale considéra que, dans cette période d'après les élections, une aide devait être accordée à l'Albanie, accompagnée d'un programme de revitalisation, afin que l'effondrement de son l'économie soit interrompu et que le chaos soit évité. L'Albanie a donc bénéficié d'un soutien financier et technique très important et d'un programme de réforme rigoureux et complet. Ce programme s'appuyait sur un accord avec le FMI, qui a permis de déblayer le terrain dès le début de 1992, et a obtenu le soutien d'autres donateurs, notamment de l'Union Européenne.

Avec la victoire du Parti Démocratique et avec la création, en avril 1992, du premier gouvernement non communiste, sous la direction du Premier ministre, M. Meksi, s'ouvre une nouvelle phase pour l'Albanie et sa coopération avec les institutions de *Bretton Woods*. Le travail préparatoire de janvier et février s'avéra décisif : le programme de stabilisation (avec le FMI) et le projet dit des «importations critiques» (avec la Banque Mondiale) étaient déjà prêts quand le nouveau gouvernement se mit au travail. Les conversations aboutirent aux mois de mai et juin et le projet d'«importations critiques» fut présenté au Conseil de la Banque le 25 juin 1992. Deux mois seulement après la formation du nouveau gouvernement, l'Albanie pouvait déjà recourir à des crédits de l'Association Internationale du Développement (IDA), dont les conditions d'obtention étaient plus faciles que les prêts des banques commerciales (notamment une période de grâce de 10 ans et une commission de service de 0,75% avec 40 années d'échéance). Au mois de juillet, outre la mise au point de ce projet d'importations destiné à satisfaire les demandes urgentes en matière agricoles, énergétiques et de transports, l'Albanie entreprit un programme de stabilisation macro-économique avec le soutien et l'accord du FMI. Quelques jours après la signature de l'accord s'est tenue à Tirana la réunion de coordination des aides, dirigée par l'Union Européenne, qui envisageait l'extension du soutien international et l'harmonisation des efforts des différents donateurs. Le premier août 1992, la Banque Mondiale ouvrit sa mission permanente à Tirana.

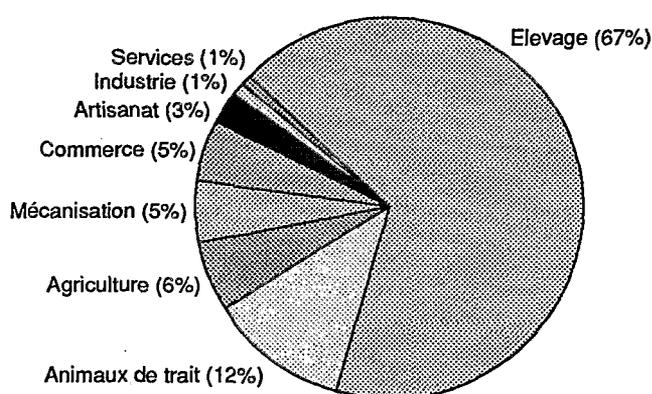
Depuis le printemps 1992 jusqu'à aujourd'hui, la coopération intensive et fructueuse entre le gouvernement albanais et la Banque Mondiale ne s'est pas démentie. Actuellement, au total, le gouvernement a un portefeuille de 20 projets qui sont en cours de mise au point, ainsi que six autres projets en préparation. Au cours du dernier semestre, trois de ces projets ont été approuvés : le projet de travaux urbains (4 millions de US\$), le projet de distribution d'énergie (30 millions), le projet d'agro-industrie (7 millions) ainsi que le projet d'aménagement des forêts. Au bout de quatre ans de collaboration, le portefeuille du gouvernement albanais avec la Banque Mondiale atteint la somme de 241 millions de US\$ (voir tableau).

* Le point de vue exprimé ici est celui de l'auteur et ne reflète pas nécessairement celui de la Banque Mondiale.

II – Stratégie de développement de l'agriculture

A la demande du gouvernement albanais, une équipe commune d'experts de la Banque mondiale et de la Communauté européenne a effectué une mission en Albanie au cours du printemps et de l'été 1992. Cette équipe a évalué, sur la base des objectifs fixés par le nouveau gouvernement et en collaboration avec les experts du gouvernement albanais, le secteur agricole afin de préparer un programme de développement de l'agriculture à court et moyen termes. Le rapport final, enrichi de recommandations faites par le gouvernement, a été présenté à la réunion du groupe des 24 pays donateurs de juillet 1992. Dans cette période difficile de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché, le rapport présentait une stratégie de développement de l'agriculture albanaise, avec les tâches à accomplir à court et moyen termes.

Figure 1. Utilisation du crédit donné par la Banque Mondiale jusqu'au 31.12.95



A court terme, il s'agissait des nombreuses urgences économiques telles que : la sécurité alimentaire d'une population de 3,3 millions d'habitants, les revenus et l'emploi de la population rurale, l'aide au passage à l'économie ouverte en agriculture..., qui nécessitaient que soit établis un cadre législatif et administratif ainsi qu'un système institutionnel nouveau, basé sur l'économie de marché.

Parmi les mesures d'urgence, il faut noter l'élimination progressive du contrôle de l'Etat sur les intrants de la production agricole afin d'aboutir à une distribution et une utilisation efficace et rationnelle. Il y a eu une législation sur la liberté du commerce de gros et de détail des produits agricoles, ainsi que sur la liberté des prix agricoles (à l'exception du blé). Le régime du commerce extérieur a également été libéralisé (à l'exception de l'aide alimentaire), dans le même temps que le lek était rendu convertible. La réforme de la terre a été programmée et réalisée en trois ans. Les terres, dans les zones des coopératives agricoles, ont été distribuées aux paysans qui les cultivaient. Dans le secteur bancaire, priorité a été accordée au crédit de campagne pour financer des intrants fournis par les donateurs internationaux, en vue d'accroître la production locale.

D'autres mesures d'appui à la politique des prix et de la commercialisation dans l'agriculture et d'encouragement à son développement ultérieur ont été élaborées. Les opérations de crédit agricole ont été accompagnées par la restructuration du système bancaire dans son ensemble : liquidation de la Banque du Développement Agricole ; création de la Banque Commerciale Agricole comme institution destinée à accorder des crédits aux agriculteurs et aux entrepreneurs agricoles. Le gouvernement a pris en charge la couverture des prêts de la Banque du Développement Agricole. A la suite de la réforme foncière, une loi sur le marché de la terre (achat et vente) a été élaborée. La mise au point du programme de privatisation des entreprises publiques de commercialisation et de transformation des produits agricoles a également été entreprise.

D'autres mesures d'appui à la politique des prix et de la commercialisation dans l'agriculture et d'encouragement à son développement ultérieur ont été élaborées. Les opérations de crédit agricole ont été accompagnées par la restructuration du système bancaire dans son ensemble : liquidation de la Banque du Développement Agricole ; création de la Banque Commerciale Agricole comme institution destinée à accorder des crédits aux agriculteurs et aux entrepreneurs agricoles. Le gouvernement a pris en charge la couverture des prêts de la Banque du Développement Agricole. A la suite de la réforme foncière, une loi sur le marché de la terre (achat et vente) a été élaborée. La mise au point du programme de privatisation des entreprises publiques de commercialisation et de transformation des produits agricoles a également été entreprise.

Le programme de transition rapide vers l'économie de marché s'est accompagné de différentes subventions de l'Etat en direction des groupes «à risque» de la population. Ainsi, la privatisation des terres s'est accompagnée du soutien au revenu d'environ 10% de la population rurale qui était la moins dotée. La libéralisation des prix à la consommation et la privatisation des entreprises ont été programmées et appliquées, avec une politique sociale dans laquelle l'Etat prenait à sa charge une partie de l'augmentation des prix, l'assistance sociale pour les chômeurs et l'allègement de la pauvreté dans les zones rurales éloignées.

La coopération du gouvernement albanais avec la Banque Mondiale (IDA), notamment dans le secteur agricole, a été très importante pour cette phase de passage à une économie ouverte.

Grâce à un travail de qualité et à une coopération étroite entre le gouvernement albanais et la Banque Mondiale, les projets ont été mis au point avec succès, ce qui a accru la confiance des différents donateurs pour cofinancer les projets. Le projet de réhabilitation de l'irrigation a ainsi obtenu les cofinancements de l'OPEP, du Fonds Koweïtien, des gouvernements hollandais et italien, qui assument 57% du coût total. Dans le projet des routes villageoises, 44% des financements sont assurés par le gouvernement italien.

Tableau 1. Utilisation du crédit donné par la Banque Mondiale jusqu'au 31.12.95

	Crédits en leks	Crédits en US\$	Nombre d'opérations
Elevage	130 674 616	1 415 565,51	3 533
Animaux de trait	23 081 843	246 962,29	675
Agriculture	11 574 215	123 535,33	347
Mécanisation	10 115 259	108 952,54	185
Commerce	9 904 600	107 755,57	214
Artisanat	5 561 268	60 217,70	114
Industrie	2 417 055	26 184,99	45
Services	1 175 644	12 821,46	30
Total	194 504 500	2 101 995,39	5143

III – Brève description des projets dans le secteur agricole

1. Le projet sur les importations critiques

Coût total : 55,3 millions US\$

(dont : IDA 44,1 millions US\$ – Don de la Suisse : 2,6 millions US\$ – Participation du gouvernement albanais : 2,3 millions US\$)

Durée : 3,5 ans

Démarrage : 25 juin 1992

Description du projet :

Les objectifs du projet étaient de maintenir la production dans les secteurs clefs de l'économie pour une période de 12-18 mois, en assurant l'importation et en distribuant aux utilisateurs des marchandises jugées nécessaires étant donné la chute de la production et, enfin, il s'agissait d'améliorer les approvisionnements nécessaires à l'agriculture.

Le projet comprenait trois volets :

- agriculture : approvisionnement en intrants pour les productions végétales pour la campagne 1992-93 (semences, engrais et pesticides, pièces de rechange et équipements agricoles, pièces de rechange pour l'irrigation) ;
- énergie : achat de matériels et d'équipements pour les centrales thermiques, maintien du réseau de distribution d'énergie électrique dans les villes de Tirana, Shkodra et Durrës et renforcement du système de distribution et de contrôle ;
- transport et administration : financement du matériel de bureau et des structures publiques responsables des projets et des services d'assistance technique.

Les unités du ministère des Finances chargées du projet ont réalisé avec succès et dans les délais l'achat par appel d'offre des marchandises et des services. Le projet est clos. Environ 30% des fonds ont été utilisés pour les importations liées au secteur agricole. Le projet a contribué à l'accroissement de la production agricole de 11% en 1993 et de plus de 7% en 1994. Plus de 60 000 ha de terres irriguées ont bénéficié des équipements importés.

Directeur de l'unité au ministère des Finances : Rezar Turdiu
Task manager de l'IDA : Ewald Goetz

2. Crédits de restructuration du secteur agricole

Coût total : 55 millions US\$
 Durée : 3 ans
 Démarrage : novembre 1993

Description du projet :

Le projet de restructuration du secteur agricole (CRSA) appuie la politique de réforme du gouvernement, notamment pour ce qui concerne les prix, la distribution des terres, des coopératives et des fermes d'État, la privatisation des entreprises agricoles, la restructuration de la Banque Agricole.

Le projet a été financé par le Fonds Economique de Coopération d'Outre-mer du Japon (OEFC) (20 millions US\$) et le gouvernement hollandais (5 millions).

Le gouvernement albanais a lancé le programme de privatisation des terres et de politique des prix en agriculture. A peu près toute la terre a été distribuée aux agriculteurs. Plus de 80% disposent déjà des titres de propriété. L'agriculture, qui contribue à 50% du PIB, a pu ainsi accroître son offre. Récemment, le Parlement a approuvé une loi de vente et d'achat de la terre et la transmission gratuite des terres utilisées par les travailleurs des anciennes fermes d'État. La plus grande partie des petites et moyennes entreprises du secteur commercial agricole et de la transformation sont privatisées. On aborde actuellement le processus de privatisation des grandes entreprises. L'attribution des demandes de prêt s'effectue sur la base de plans d'entreprises préparés par les entrepreneurs privés et approuvés par la Banque Commerciale Agricole.

Jusqu'à aujourd'hui, les prêts accordés aux entrepreneurs agricoles se sont élevés à 4,6 millions US\$, alors que le projet prévoyait une enveloppe globale de 5 millions.

Directeur de l'unité au ministère des Finances : Rezar Turdiu
Task manager de l'IDA : Ewald Goetz

3. Le projet pilote d'allégement de la pauvreté rurale

Coût total : 6,7 millions US\$
 (dont : IDA : 2,4 millions)
 Début du projet : avril 1993

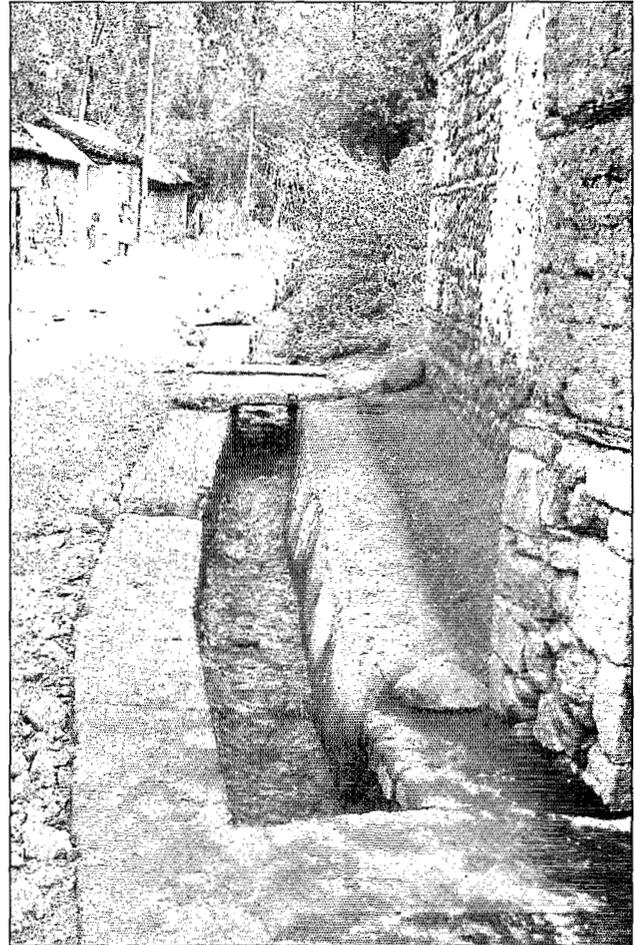
Description du projet :

Le projet a pour objectif l'allégement de la pauvreté dans les zones rurales, le développement des marchés, la participation locale, avec une approche par phase du processus. Au cours de l'exécution du projet pilote dans les zones montagneuses reculées, plus de 175 petits travaux dans les villages ont été réalisés, tels que la réhabilitation des routes et des petits systèmes de communication, la réfection des écoles et des centres médicaux. Ces travaux ont permis la réhabilitation d'infrastructures et la création d'emplois. Dans le cadre du projet, plus de 3 000 petits prêts ont été alloués avec un système de crédit par village. Le projet a été réalisé par la Fondation du Développement albanais, agence autonome établie par le gouvernement comme institution de transition. Au cours de la phase préparatoire du projet, des fonds du PNUD et des Frères d'Espérance (ONG française) ont été utilisés.

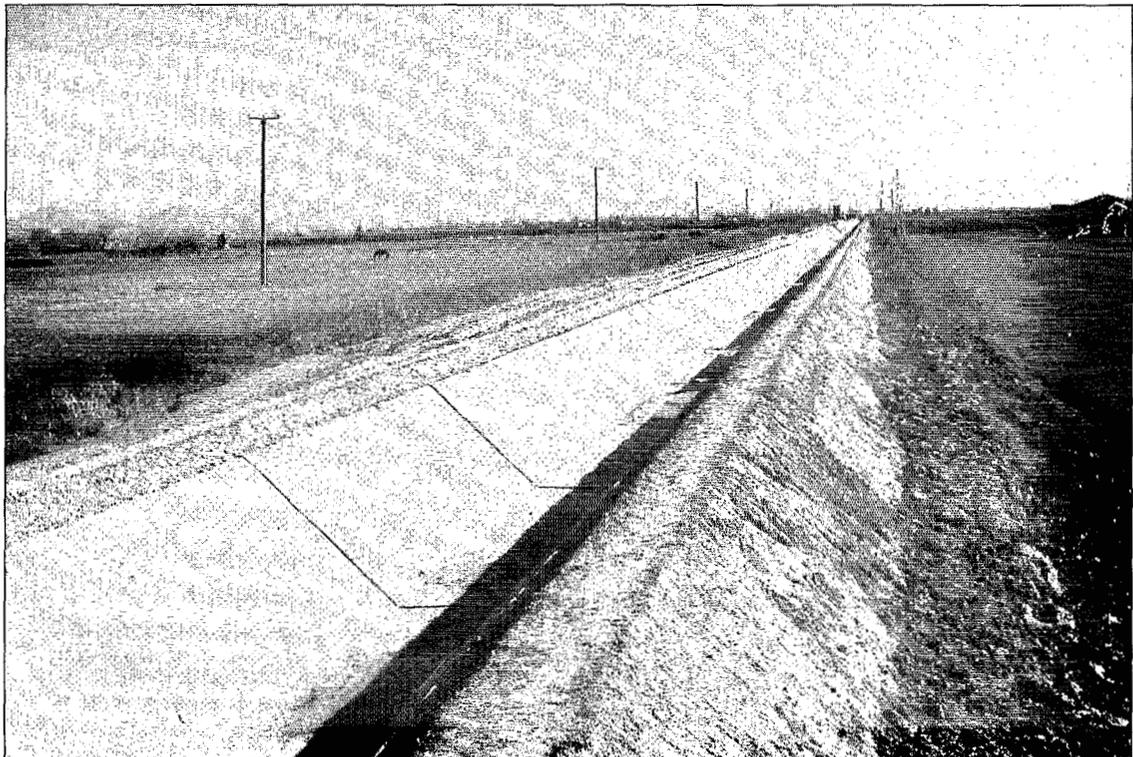
Le projet est en cours. Il est actuellement financé par le gouvernement italien (2 millions US\$), avec une assistance technique des gouvernements français et suisse.

Les programmes de la BM

Réhabilitation des systèmes d'irrigation



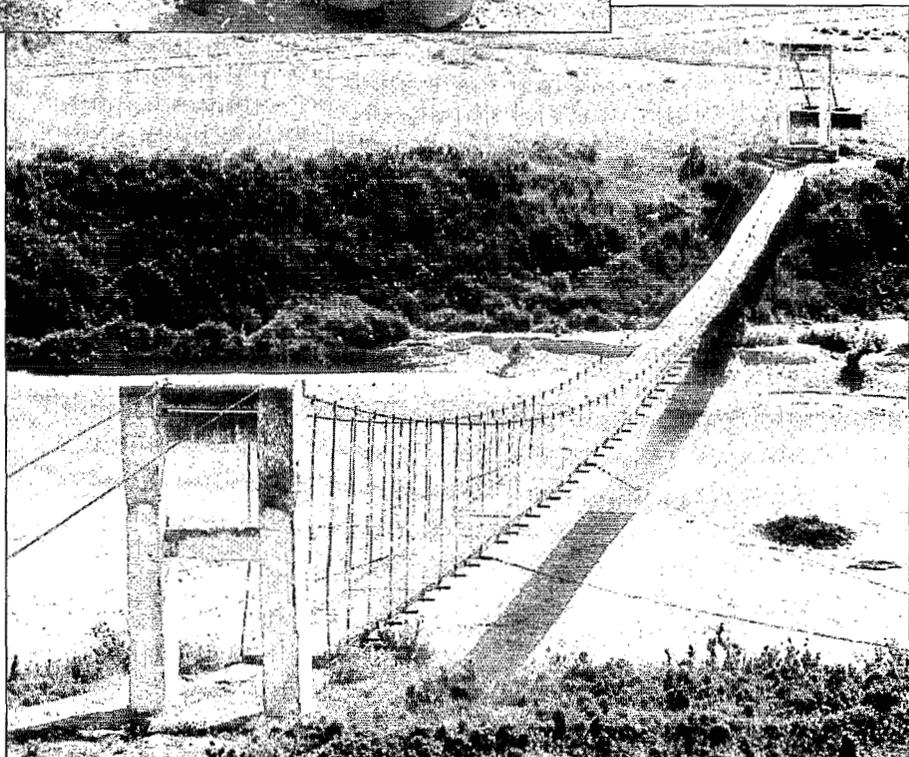
© Photos : Ibrahim Hackaj



Les programmes de la BM



Réhabilitation de l'habitat et des ponts



4. Projet de développement rural

Coût du projet : 12 millions US\$
(dont IDA : 6 millions)

Description du projet :

Le projet a pour objectif le financement de petits travaux dans les villages éloignés et la réhabilitation de l'infrastructure. Le projet organisera la distribution de plus de 9 000 petits prêts qui seront alloués par les Fonds de crédit du village.

Le gouvernement suisse a fourni 2,5 millions US\$ pour appuyer les activités du projet dans le district de Puka et le gouvernement albanais va allouer environ 0,5 millions US\$ pour des travaux civils, l'assistance technique et la formation.

A la fin de 1995, des crédits avaient été distribués dans neuf districts, 33 communes et 100 villages, contre un district, trois communes et six villages au début de 1992. Le nombre de clients a atteint le chiffre de 4 750, le nombre de crédits alloués 5 143 et la somme moyenne du crédit par client 37 819 leks (environ 400 US\$). Le pourcentage des remboursements se maintient à 100%.

Les travaux d'infrastructure en 1995 ont eu lieu dans six autres districts du pays couvrant ainsi, fin 1995, 27 districts à l'échelle nationale. En 1995 également ont été mis au point 123 projets de routes, aqueducs, projets d'irrigation, réhabilitation d'écoles et de centres médicaux.

Tableau 2. Projets d'infrastructure mis au point en 1995

	Type des projets	Nombre de projets	Poids spécifique (%)	Paramètres techniques
1	Routes	51	42	147 km
2	Aqueduc	19	16	59 km
3	Schéma d'irrigation	44	35	197 km/8079 ha
4	École	2	2	93 m ²
5	Centres médicaux	2	2	230 m ²
6	Autres	5	3	
Total		123	100	

Du début du projet jusqu'à la fin 1995 le programme peut être présenté comme suit :

Total des sous-projets	283
Sous-projets terminés	138
Sommes contractées	573 362 763 leks
Districts touchés	27
Communes	168
Villages	264
Coût moyen par sous-projet	2 millions de leks

Directeur de la Fondation Albanaise du Développement : Genc Juka
Task manager de l'IDA : Maria Novak

5. Projet de réhabilitation de l'irrigation

Coût : 44,1 millions US\$
(dont IDA : 10 millions)

Durée : 6 ans

Entrée en vigueur : novembre 1994.

Description du projet :

L'agriculture, qui est un des secteurs les plus importants de l'économie, dépend beaucoup de l'irrigation. Au cours des transformations démocratiques en Albanie, les systèmes d'irrigation et de bonification ont été en grande partie détruits (environ 114 000 ha). Le système d'irrigation-drainage, sous l'ancien régime, n'existait donc pratiquement plus, faute de fonds publics. Ainsi, sur les 417 000 ha de superficie irrigable en 1993, seuls 80 000 ha (19%) ont pu être effectivement irrigués.

Le projet d'irrigation devrait permettre d'accroître les rendements sur les nouvelles exploitations, ainsi que la production agricole dans son ensemble en réhabilitant le système d'irrigation et de drainage dans la zone la plus fertile d'Albanie, en particulier au printemps et en été quand le besoin en eau d'irrigation est plus important. Il s'agit aussi d'assurer un meilleur système de drainage au cours de l'hiver. Dans le cadre du projet, 21 périmètres d'irrigation couvrant 73 000 ha et 18 périmètres de drainage couvrant une zone de 99 000 ha dans les districts de Fier, Lushnje, Kavaje, Tirana, Durrës, Krujë et Kurbin seront réhabilités. Le projet appuie des réformes permettant d'assurer la durabilité des investissements en irrigation et en drainage.

Le projet d'irrigation est cofinancé par le Fonds de l'OPEP (6 millions US\$) ; le Fonds Koweïtien (10 millions) ; les gouvernements hollandais (6 millions) et italien (2,13 millions).

Les développements récents : ce projet est à l'avant-garde des projets du gouvernement albanais avec la Banque Mondiale. On estime que, jusqu'à présent, 55% des travaux de réhabilitation pour l'irrigation ont été effectués et qu'à la fin de 1996 les travaux de réhabilitation du drainage seront réalisés. Compte tenu des résultats obtenus, on prévoit la clôture du projet au cours du premier semestre 1997, soit quatre ans plus tôt que prévu. Au vu des résultats, la Banque Mondiale a accepté, en principe, d'examiner la possibilité d'étendre ce programme à 13 autres districts du pays dans une deuxième phase. Une évaluation serait faite au préalable.

Directeur de l'unité de gestion du projet : Ylli Dede
Task manager de l'IDA : Toru Konishi

6. Projet de développement de l'agro-industrie

Coût : 7 millions US\$
dont IDA : 6 millions
Durée : 3 ans
Entrée en vigueur : février 1996

Description du projet :

L'élevage contribue à peu près pour moitié du PIB et les produits laitiers représentent environ 60% des revenus des agriculteurs.

Au cours des dernières années, l'industrie de transformation du lait était dans une situation critique à la suite des difficultés de maintien des équipements techniques et du non renouvellement de la technologie de transformation.

Le passage de la propriété collective à la propriété privée a mis hors d'usage une partie de l'industrie de transformation qui avait été mise en place dans le cadre d'une économie centralisée. Le projet de développement des agro-industries va appuyer la restructuration de ces industries. Il attribue une ligne de crédit pour des investissements dans les industries de transformation, notamment du secteur laitier.

Le projet va appuyer à long terme les entrepreneurs des industries de transformation pour introduire de nouvelles technologies afin d'approvisionner le marché local et l'exportation, selon les standards internationaux.

Dans le cadre du projet, une assistance technique et matérielle sera accordée aux institutions albanaïses qui s'occupent du contrôle de la qualité des aliments.

Coordinatrice du projet : Katerina Rodi
Task manager de l'IDA : Vinod Goel

7. Le projet de routes de villages

Coût : 34 millions US\$
 (dont IDA : 15 millions – Le gouvernement italien : 15 millions)
 Durée : 3 ans
 Entrée en vigueur : octobre 1995

Objectifs du projet :

Le projet a pour objectif la réhabilitation de l'infrastructure rurale qui se trouve dans une mauvaise situation et représente un obstacle sérieux pour le développement local du secteur privé et les investissements étrangers. Le projet intervient dans les zones de grand potentiel agricole.

Les principaux objectifs du projet sont les suivants :

- encouragement de l'agriculture en réhabilitant et en maintenant les routes des villages dans les zones agricoles ;
- maintien des routes villageoises et leur gestion ;
- allègement de la pauvreté rurale et développement de l'emploi ;
- encouragement aux contrats et aux services techniques routiers.

Le projet réhabilitera 975 km de routes de village, soit une zone de 150 000 ha et une population de 425 000 habitants (19% de la population rurale du pays). La maintenance des routes créera 500 postes de travail.

L'agence responsable de l'exécution du projet est la Direction Générale des Routes.

Directeur général des routes : Lluka Llukani.
Task manager de l'IDA : Luis Revuelta.

8. Projet des forêts

Coût : 21,6 millions US\$
 (dont IDA : 8 millions – Le gouvernement italien : un prêt de 8,5 et un don de 2,5 millions)
 Durée : 6 années
 Entrée en vigueur : juin 1996

Description du projet :

Les objectifs principaux du projet sont :

- le renouvellement des forêts et des pâturages dégradés, propriété de l'Etat, et encouragement à leur utilisation durable ;
- l'orientation du secteur «forêt et pâturages» vers l'économie de marché et la promotion des activités commerciales.

Les éléments du projet sont :

- le développement institutionnel, avec le renforcement de la Direction Générale des Forêts et des Pâturages en décentralisant sa structure au niveau des préfectures ;

- l'amélioration de la gestion des forêts publiques ;
- la réhabilitation et la construction des routes forestières ;
- la gestion des forêts et des pâturages communaux, une unité de gestion a été mise en place en février 1995.

Directeur de l'unité de gestion : Arian Turdiu

Task manager : Ewald Goetz

Tableau 3. Projets du gouvernement albanais avec la Banque Mondiale

Les projets approuvés	IDA (équivalent en US dollar)
Projet des importations critiques	41,1
Amélioration du secteur agricole	20,0
Allègement de la pauvreté rurale	2,4
Transport	18,0
Aqueduc de Durrës	15,0
Réseau d'assistance sociale (assistance technique)	5,5
Développement du marché du travail	5,4
Réforme économique (assistance technique)	4,0
Réhabilitation du réseau d'irrigation	10,0
Réhabilitation des écoles	9,6
Réhabilitation du secteur de la santé	12,0
Réduction des pertes d'énergie	5,0
Secteur des entreprises et secteur financier	15,0
Modernisation de l'administration des taxes	6,0
Routes villageoises	15,0
Développement rural	6,0
Développement des agro-industries	6,0
Réhabilitation du système énergétique	10,0
Forêts et pâturages	10,0
Total	240,6
<hr/>	
Les projets en préparation	
Transport	25,0
Développement des zones urbaines	5,0
Travaux civils et petites entreprises	3,0
Amélioration du secteur public	20,0
Protection du Lac de Ohri	5,0
Développement du secteur privé	10,0
Total	68,0

